

Compte rendu du Comité syndical

Séance du 18 décembre 2017

Le 18 décembre 2017, à 14 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 18 décembre 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004, Paris sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	109
Nombre de délégués présents ou représentés :	61 dont 19 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), Mme Perrine Precetti (Antony), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Henri Vincent (Bois-Colombes), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Pascal Turano (Charenton-le-Pont), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Jean-Luc Millard (Drancy), M. Michel Faye (Fontenay-aux-Roses), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Ibrahima Traoré (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Yann Wehring (Région Île-de-France), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Mahrouf Bounegta (Villejuif), M. Christophe Boissière (Vincennes), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Hervé Lievre (GPSO), M. Jean-Marc Szmargd (GPSO), M. Antoine Dupin (GPSO), M. Michel Jiaume (GPSO) M. Bernard Roche (GPSO).

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), Mme Catherine Denis (Bagnolet), M. Vincent Mezure (Bougival), M. Hervé Willaime (Cachan), M. Alain Dukan (Créteil), M. Lionel Bertrand (Fontenay-sous-Bois), Mme Fabienne Jan-Evano (Le Plessis-Robinson), Mme Anna Angeli (Le Pré-Saint-Servais), M. Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), M. Patrice Marchal (Nanterre), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), M. Timothé Lefebvre (Sceaux), M. Didier Hoffmann (Viroflay).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Bruno Tuder (Bagneux) à Hervé Willaime, M. Alain Loppinet (Bailly) à Jackie Boulay, M. Yves Fuchs (Champigny) à Ibrahima Traoré, M. Xavier Caron (Enghien-les-Bains) à Thierry-Michel Isoard, M. Hervé Hemonet à Geneviève Gaillabaud, M. Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) à Lionel Bertrand, M. Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont) à Thibault Simeoni, M. Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Jean-Luc Millard, Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret) à Monique Bouteille, M. Rodéric Aarsse (Malakoff) à Catherine Pilon, M. Richard Testa (Noisy-le-Grand) à Christophe Boissière, M. Christophe Najdovski (Paris) à Catherine Baratti-Elbaz, M. Jean-Marie Ballet (Puteaux) à Jean-Marc Szmargd, M. Abdel-Ilah Azmi (Saint-Cloud) à M. Antoine Dupin, M. Alain Guetrot (Saint-Maurice) à M. Pascal Turano, M. Alain Bortolameo (Villeneuve La Garenne) à Vincent Mezure, M. Jean-Claude Le Roux (Yerres) à Perrine Precetti, M. Gauthier Mougin (GPSO) donne pouvoir à Bernard Roche, M. Patrick Ollier (la Métropole du Grand Paris) à Christine Bruneau.

Excusés :

M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Daniel Guiraud (la Métropole du Grand Paris).

Assistaient également à la séance :

Mme Véronique Haché, directrice du Syndicat, M. Malik Salemkour, directeur juridique, de la commande publique et des finances, Mme Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, Mme Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, M. Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, Mme Nathalie Couram, chargée des ressources humaines, Mme Sophie Lherault, assistante de direction, et M. Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 29 novembre 2017

2. Délibérations :

- Approbation des montants des contributions 2017 au titre de la compétence Velib'
- Approbation de la décision modificative n°2 du budget annexe Régie Velib' 2017
- Approbation de la décision modificative n°4 du budget principal 2017
- Approbation des montants des contributions 2018 au Syndicat
- Approbation du budget primitif 2018 - budget principal
- Approbation du budget primitif 2018 - budget annexe
- Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence

3. Points divers

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme France Bernichi est désignée secrétaire de séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 29 novembre 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 29 novembre 2017.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 12 octobre 2017 est adopté à l'unanimité.

2 – Délibérations

2.1 Approbation des montants des contributions 2017 au titre de la compétence Velib' (délibération 2017 118)

Le budget annexe Velib' 2017 voté lors de la séance du 12 avril 2017, avait été équilibré en dépenses et recettes en intégrant comme principale recette de fonctionnement une subvention de la Ville de Paris.

Toutefois, l'interprétation comptable de la nature de cette subvention par les services en charge du contrôle des comptes du syndicat n'a pas permis en définitive d'imputer cette recette en fonctionnement.

Cette difficulté contraint le Syndicat, pour la couverture des dépenses exécutées sur le budget annexe Velib', à solliciter dès 2017 la contribution de l'ensemble des membres du Syndicat, dont le remboursement était initialement planifié pour 2018 comme cela a été débattu lors du Comité du 29 novembre 2017.

Cette contribution obligatoire prévue à l'article 14 des statuts du syndicat et liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' est calculée au prorata des stations Velib' définies pour 2018 dans le cadre du marché pour la prestation forfaitaire et au bordereau des prix unitaires, détaillé dans les conventions de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion signées entre le Syndicat et les collectivités adhérentes à l'option Velib'.

A la date de la présente délibération, et selon les modalités détaillées ci-dessus, la Ville de Paris compte 1010 stations. Les autres membres du syndicat adhérent à la compétence Velib' totalisent 390 stations.

Afin de couvrir les dépenses de fonctionnement 2017 sur la régie Velib' par des recettes équivalentes, il est proposé de fixer conformément à l'article 14 des statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, les montants des contributions liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' pour l'année 2017 comme suit :

- 375 € par station pour chacune des collectivités adhérentes à la compétence optionnelle Velib', hors Paris, pour un montant global de 146 250 € ;
 - 50 000 € de subvention forfaitaire pour la Métropole du Grand Paris (MGP) pour 200 équivalent stations ;
 - 500 € par station pour la Ville de Paris soit un montant global de 505 000€.
- L'ensemble de ces contributions générera une recette de fonctionnement de 701 250 €.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE que les montants des contributions des membres du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'exercice 2017, au titre de la compétence Velib' sont fixés comme suit :

- 375 € par station pour chacune des collectivités adhérentes à la compétence optionnelle Velib', hors Paris, pour un montant global de 146 250€ ;
- 50 000 € de subvention forfaitaire pour la Métropole du Grand Paris pour 200 équivalent stations ;
- 500 € par station pour la Ville de Paris soit un montant global de 505 000€.

DIT que les recettes correspondantes seront constatées au chapitre 74 du budget annexe Velib'.

2.2 Approbation de la décision modificative n°2 du budget annexe 2017 Régie Vélib' à seule autonomie financière (délibération 2017 119)

Le budget annexe de la régie Velib' à seule autonomie financière 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017.

Dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la Présidente peut procéder à des ajustements budgétaires.

Comme indiqué dans la délibération 2017 51 en date du 28 juin 2017, les discussions avec les services préfectoraux et la DRFiP sur les statuts de la Régie autonome Vélib' ainsi que sur son fonctionnement avaient conduit le Syndicat à ne pas exécuter le budget annexe, à titre conservatoire.

Toutefois, compte tenu des dépenses nécessaires à la mise en place du service public Velib', il avait été acté que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier. Les augmentations de charges engendrées par cette approche devaient faire l'objet d'une refacturation du budget principal vers la Régie autonome Velib'.

Le Syndicat et les différents services de l'Etat s'étant récemment accordés sur les points en débat, notamment avec l'ajustement des statuts de la régie autonome Velib' soumis au comité syndical, un comptable public ayant été enfin nommé par arrêté préfectoral, il convient de procéder au remboursement envisagé sur le budget principal.

La décision modificative n° 1 a enregistré d'une part un ajustement sur le chapitre 012 relatif aux charges de personnel et frais assimilés, résultant notamment d'un impératif pour le Syndicat de recruter rapidement des agents dans l'optique d'une mise en œuvre du nouveau service Velib au 1^{er} janvier 2018, d'autre part le chapitre 74 a été diminué du montant égal à l'avance qui devait être versée à la Société Smovengo suite à son renoncement de versement.

Consécutivement à la non-exécution du budget annexe dans l'attente de la nomination d'un comptable public et à l'impossibilité de procéder au versement de l'avance prévue de la Ville de Paris en raison d'une obligation comptable d'affectation en investissement inopérante, le budget Principal a dû supporter l'ensemble des dépenses relatives au Budget annexe qu'il convient néanmoins de régulariser sur l'exercice avec l'appel de contributions des collectivités adhérentes à la compétence Velib' pour l'année 2017.

La présente décision modificative a donc pour objet de régulariser ces dépenses.
De ce fait, il est nécessaire :

Pour le budget d'investissement,

- De diminuer les recettes du chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement »,
- De diminuer les dépenses du chapitre 21 « Immobilisations corporelles »

Pour le budget de fonctionnement,

- De diminuer les rémunérations du personnel,
- D'augmenter la refacturation du personnel affecté par la collectivité de rattachement,
- De diminuer les honoraires,
- D'augmenter le remboursement de frais à la collectivité de rattachement,
- D'augmenter les frais divers pour prise en compte des diagnostics amiante,
- De diminuer le virement à la section d'investissement,

- D'augmenter le chapitre 70 « Autres prestations de services » pour prise en compte des diagnostics amiantes réalisé pour le compte des communes,
- De diminuer le chapitre 74 « dotations et participation »
- D'augmenter le chapitre 77 « Produits Exceptionnels »
- De répartir les dotations et participations des adhérents entre les communes et la Métropole du Grand Paris,

Cela fait apparaître un total de dépenses sur l'exercice 2017 de 705 250 € dont 1 000 € de virement à la section d'investissement et hors 150 000 € d'indemnités pour le candidat non retenu.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE, la décision modificative n°2 du budget annexe 2017 comme suit :

Section d'investissement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
21- Immobilisations corporelles	2183- Matériel de bureau et matériel informatique	4 000 €			
021- Virement de la section de fonctionnement				4 000 €	
TOTAL		4 000 €		4 000 €	

Section de fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
70- Productions des services du domaine et ventes diverses	70688- Autres prestations de services				4 000 €
74- Dotations et Participations	7474- Commune			189 699 €	
74- Dotations et Participations	74758- Autres Groupement				50 000 €
77- Produits Exceptionnels	7788- Produits Exceptionnels divers				150 000 €
013- Atténuations de charges	6479- Remboursement sur autres charges sociales			1 292 €	
011- Charges à caractère général	62871- Remboursement à la collectivité de rattachement		53 470 €		
	6226- Honoraire	65 000 €			
	6228- Divers		4 000 €		
012- Charges de personnel et frais assimilés	6215- Personnel affecté par la collectivité de rattachement		138 388 €		
	64111- Rémunération Principale	90 000 €			
	64131- Rémunération non titulaire	22 557 €			
	6488- Autres Charges	1 292 €			
023- Virement à la section d'investissement		4 000 €			
TOTAL		182 849 €	195 858 €	190 991 €	204 000 €
SOLDE			13 009 €		13 009 €

2.3 – Approbation de la décision modificative n°4 du budget principal 2017 (délibération 2017 120)

Le budget principal 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017. Dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la Présidente peut procéder à des ajustements budgétaires.

Comme indiqué dans les délibérations n° 2017 51 en date du 28 juin 2017 et n° 2017 104 en date du 12 octobre 2017, les discussions avec les services de l'Etat sur les statuts de la Régie Velib' à seule autonomie financière ainsi que sur son fonctionnement ont eu pour conséquence de ne pas exécuter le budget annexe.

A ce titre, il avait été acté que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier. Les augmentations de charges engendrées par cette approche devaient faire l'objet d'une refacturation du budget principal vers celui du budget annexe relatif à la Régie Velib'.

Le Syndicat ne pouvant exécuter ce dernier budget sans une détermination précise des recettes nécessaires sur l'exercice, le budget principal a été dans l'obligation de supporter l'ensemble des dépenses de la Régie Velib' jusqu'à la fin de l'exercice, c'est pourquoi, il a été procédé dans le cadre de la DM3 à des ajustements à la fois sur le chapitre 012, et sur le chapitre 011, permettant respectivement la prise en charge de la masse salariale et des frais d'honoraires du budget annexe.

La présente décision modificative a donc pour objet de régulariser l'ensemble des opérations de refacturation, ainsi le budget annexe, dans le cadre de sa DM 2 prévoit les modalités qui permettent le remboursement du budget principal des dépenses réalisées et refacturées par le budget principal.

En effet, la DM2 du budget annexe, dans le cadre de la fixation de contributions pour toutes les Collectivités adhérentes au service Velib' prévoit une recette de fonctionnement à rattacher à l'exercice 2017 égale à la refacturation des charges réalisées par le budget principal.

La présente décision modificative a pour objet de régulariser les recettes provenant de la refacturation au budget annexe.

Les dépenses réalisées à refacturer sur l'année se décomposent comme suit :

- La masse salariale affectée au budget annexe : 575 000 €
- La part du loyer à reverser au budget Principal : 71 780 €
- La part des honoraires à reverser au budget Principal : 53 470 €

Soit un total de dépenses à refacturer de 700 250 €.

De ce fait, il convient d'augmenter les recettes concernant la mise à disposition de personnel facturée au budget annexe et de diminuer le remboursement de frais par le budget annexe afin d'arriver au montant total de refacturation.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE, la décision modificative n°4 du budget principal 2017 comme suit :

Section de Fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER
70- Productions des services du domaine et ventes diverses	70841- Mise à dispo de personnel facturée au budgets annexes		138 388 €
	70872- Remboursement de frais par les budgets annexes	2 948 €	
TOTAL		2 948 €	138 388 €
SOLDE			135 440 €

2.4 – Approbation des montants des contributions 2018 au Syndicat (délibération 2017 121)

L'élaboration des budgets primitifs 2018 Autolib' et Velib' se déroule dans un contexte particulier.

S'agissant du budget principal, le Syndicat et la société Autolib' sont depuis cet été dans un processus de conciliation du fait notamment de l'absence d'agrément par le Syndicat du plan d'affaires révisé 2016 proposé par la société Autolib' dans le cadre de la délégation de service public Autolib'.

La mise en œuvre de cette procédure précontentieuse prévue au contrat de concession engendre un certain nombre de surcoûts (rémunération des membres du comité de conciliation, indemnisation des conseils du Syndicat...). Afin de couvrir les dépenses exceptionnelles liées à cette procédure, il est proposé aux membres du Syndicat, une contribution en 2018 aux frais de gestion à hauteur de 100 € par station Autolib'.

Par ailleurs, le montant de la cotisation d'adhésion de nouveaux membres au Syndicat pour l'exercice de la compétence Autolib' est portée à un montant de 3 000 € par station Autolib' à compter du 1^{er} janvier 2018.

S'agissant du budget annexe Velib', conformément aux orientations budgétaires 2018, les montants des contributions obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 150€ liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 850€ au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation. La contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' est versée en totalité avec un premier acompte sur la somme due au titre des coûts d'exploitation dès le mois de janvier 2018 par la Ville de Paris pour un montant de 16 M€. Le solde de cette dernière contribution sera appelé en octobre 2018, en tenant compte, le cas échéant, du reversement des recettes des abonnements souscrits en 2017 et courants en 2018.

- Pour les collectivités hors Paris : 10 000€ par station soit 1 150€ liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 850€ au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation. Un premier acompte sera demandé aux collectivités en avril 2018 constitué de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et de 50% de la contribution

aux coûts d'exploitation. Le solde de cette dernière contribution sera appelé en octobre 2018. Il tiendra compte le cas échéant de l'actualisation des recettes usagers estimées et des recettes des abonnements souscrits en 2017 et courant sur 2018.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 50 000€ au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' soit 250€ par station pour une équivalence de 200 stations. La contribution de la MGP sera encaissée au mois de janvier 2018 avec le versement de la subvention prévue dans la cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP pour un total de 4M€.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE que le montant de la contribution 2018 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

- Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 100€ par station au titre de la contribution aux frais de gestion du Syndicat.

DECIDE que le montant de la cotisation d'adhésion des nouvelles collectivités à la compétence Autolib' est fixé pour l'année 2018 à un montant de 3 000 € par station.

DECIDE que les montants des contributions 2018 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 150€ liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 850€ au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation. La contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' est versée en totalité avec un premier acompte sur la somme due au titre des coûts d'exploitation dès le mois de janvier 2018 par la Ville de Paris pour un montant de 16 M€. Le solde de cette dernière contribution sera appelé en octobre 2018 en tenant compte, le cas échéant, du reversement des recettes des abonnements souscrits en 2017 et courants en 2018.

- Pour les collectivités hors Paris : 10 000€ par station soit 1 150€ liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 850€ au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation. Un premier acompte sera demandé aux collectivités en avril 2018 constitué de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et de 50% de la contribution aux coûts d'exploitation. Le solde de cette dernière contribution sera appelé en octobre 2018.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 50 000€ au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' soit 250€ par station pour une équivalence de 200 stations. La contribution de la MGP sera encaissée au mois de janvier 2018 avec le versement de la subvention prévue dans la cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP pour un total de 4M€.

DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

2.5 – Approbation du budget primitif 2018 – budget principal (délibération 2017 122)

Le budget primitif prévoit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'année 2018. Ce budget 2018 est le neuvième budget sur un exercice. Il est établi pour la première fois en décembre de l'année en raison de la mise en service de Velib' au 1er janvier 2018, le budget annexe de la régie Velib' devant être adopté conjointement avec le budget principal.

Ce dernier est établi et équilibré sur la base d'un prévisionnel sans reprise des résultats antérieurs comme à l'accoutumé ce qui sera fait en Décision modificative après adoption du compte administratif 2017.

BUDGET PRINCIPAL (socle commun Autolib')

Le budget principal est essentiellement composé de flux financiers qui ne font que transiter par le Syndicat :

- les redevances d'occupation des stations, perçues auprès de la Société Autolib' sont reversées aux collectivités,
- les subventions d'investissement pour la réalisation des stations, perçues auprès des collectivités sont reversées à la Société Autolib'.
-

Recettes de fonctionnement (8 947 794 €)

○ **Recettes réelles de fonctionnement (6 055 668 €) :**

Perception auprès de la Société Autolib' des redevances d'occupation des stations
4 300 851 € (71,02% des recettes réelles)

La Société Autolib' verse au Syndicat une redevance au titre de l'occupation du domaine public par les stations Autolib'. La majeure partie est reversée aux collectivités pour les stations qu'elles ont financées, le reste est conservé par le syndicat pour les stations qu'il a financées grâce à l'emprunt et à la subvention régionale.

Perception auprès des collectivités des annuités d'emprunt
527 817 € (8,72% des recettes réelles)

Le Syndicat a contracté un emprunt en 2011 permettant ainsi à plusieurs Collectivités d'opter pour l'étalement du financement de leurs stations. Elles procèdent donc annuellement au remboursement de ces annuités d'emprunt, qui sont en diminution d'année en année conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif).

Cotisations d'adhésion des nouvelles collectivités
3 22 000 € (0,36% des recettes réelles)

Tous les nouveaux adhérents à Autolib' Métropole versent une cotisation d'adhésion, proportionnelle au nombre de stations à installer sur leur territoire.

Le tarif de cette cotisation était fixé pour l'exercice 2017 à 2 750 € par station, celles-ci n'ayant pas été déployées en 2017, cette inscription fait l'objet d'un report sur le budget 2018.

En outre, il est proposé de porter ce tarif pour 2018 à 3 000 €.

Subvention exceptionnelle des Villes adhérentes
110 800 € (1,83% des recettes réelles)

Pour mémoire, la contribution obligatoire des collectivités au fonctionnement du syndicat pour le socle commun Autolib' telle que prévue à l'article 14 des statuts du Syndicat était fixée en 2017 à 0 euros, le syndicat assurant la couverture de ses dépenses sur des ressources propres (redevance de contrôle, redevance d'occupation du domaine public pour les stations réalisées par le Syndicat avec la subvention de la Région Ile de France).

Le versement par les villes adhérentes, d'une subvention exceptionnelle de 100 € par station constituera une recette complémentaire pour le Syndicat de l'ordre de 110 800 € sur la base de 1108 stations. Cette subvention permettra de faire face aux frais d'expertise juridique nécessaires dans le cadre du différend qui oppose le Syndicat à la SA Autolib'.

Frais de contrôle du délégataire

320 000 € (5,28% des recettes réelles)

Dans le cadre de la délégation de service public Autolib' est prévu le versement par la Société Autolib' de frais de contrôle, correspondant aux frais engagés par le Syndicat Autolib' Velib' Métropole relatifs au contrôle et à la bonne exécution du contrat. Ceux-ci sont indexés sur les évolutions des tarifs d'Autolib'.

Compensation des mesures commerciales liées aux pics de pollution

20 000 € (0,33% des recettes réelles)

La Ville de Paris souhaitant offrir 1 heure de location aux abonnés Autolib', lors de la survenance de pics de pollution. Le manque à gagner pour la Société Autolib' est compensé par la Ville de Paris à l'euro près, ce flux financier transite par les comptes du syndicat mixte.

Mise à disposition de personnel et des locaux facturés au budget annexe de la Régie Velib'

694 200 € (11,46% des recettes réelles) qui comprennent

- 480 000 € de quote-part de charges de personnel refacturés au budget annexe (9 postes) correspondant à la masse salariale de 50 % de la directrice, de la responsable ressources humaines et vie institutionnelle, du responsable juridique et financier, de 80 % du directeur des services techniques et de 25 % à 20 % de 5 cadres et agents administratif, comptable et technique.
- 214 200 € de remboursement de quote-part du loyer TTC pour les locaux supplémentaires pour les agents dédiés au service Velib'.

Recettes de gestion courante

90 000 € (1,49% des recettes réelles)

- 90 000 € dans le cadre de l'application des indicateurs de performance prévus au contrat de DSP permettant de calculer les Bonus/Malus éventuels qui peuvent entraîner le versement d'une pénalité par la Société Autolib' au syndicat mixte. Il est proposé à ce stade de reconduire le montant inscrit au BP 2017.
- **Recettes d'ordre (2 862 126 €) :**
Elles correspondent transfert au compte de résultat des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

**Dépenses de fonctionnement
(8 947 794 €)**

- **Dépenses réelles de fonctionnement (5 333 988 €) :**

Versement aux collectivités des redevances d'occupation des stations

3 094 487 € (58,01% des dépenses réelles)

Autolib' Métropole reverse aux collectivités membres, pour les stations qu'elles ont financées, la redevance d'occupation des stations perçue auprès du délégataire (750 €/place/an). Le montant prévu pour 2018 est en augmentation de 5.36 % par rapport à 2017. Cela s'explique par le nombre supplémentaire de stations construites en 2017, qui ont généré des redevances, celles-ci étant reversées l'année n+1 aux collectivités conformément aux conventions de déploiement.

Remboursement des intérêts de l'emprunt

371 682 € (6,97% des dépenses réelles)

Le Syndicat rembourse chaque année l'emprunt de 18 M€ contracté en 2011, qui a servi à densifier le maillage de stations. Les intérêts pour 2018 s'élèvent à 371 682 €, en baisse de 79 659 € par rapport à 2017 conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif). Le remboursement du capital en annuité fixe, de 1,8 M€ est porté en section d'investissement.

Compensation des mesures commerciales liées aux pics de pollution

20 000 € (0,38% des dépenses réelles)

La Ville de Paris souhaitant offrir 1 heure de location aux abonnés Autolib', lors de la survenance de pics de pollution. Le manque à gagner pour la Société Autolib' est compensé par la Ville de Paris à l'euro près, ce flux financier transite par les comptes du syndicat mixte. La présente dépense est donc intégralement compensée par une recette équivalente.

Charges de personnel

900 000 € (16,87% des dépenses réelles)

Le effectifs permanents et non permanents seront globalement constants en 2018 en tenant compte des postes mutualisés avec le service Velib' qui doivent être portés dans le budget principal, les nouveaux postes pour la compétence Vélib étant prévus et budgétés sur le budget annexe Vélib. Les charges de personnel inscrites au budget à ce stade intègrent la prise en compte du GVT « glissement, vieillesse, technicité » (changements d'échelons, de grades, reclassements et l'augmentation du point d'indice).

Charges de gestion courante

292 499 € (5,48% des dépenses réelles)

Ce poste budgétaire regroupe l'ensemble des autres charges de gestion courante (hors loyer) : honoraires (96 600 €), contrats de prestation de service techniques et communication (70 000 €), indemnités des élus (42 000 €), maintenance, rapport d'activité, fonctionnement courant, il est en augmentation par rapport à 2017, du fait des inscriptions budgétaires relatives aux frais d'expertise juridique générés par le différend qui oppose le Syndicat à la société Autolib.

Loyer

306 000 € (5,74% des dépenses réelles), dont 180 000 € HT, soit 214 200 € TTC qui seront refacturés à la Régie Vélib'.

L'accueil du personnel dédié au service Vélib' a conduit à louer des surfaces de locaux supplémentaires dont la quote-part est refacturée et pris en charge par le budget annexe de la Régie.

○ **Dépenses d'ordre (3 413 806 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), du matériel et du mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ **Virement à la section d'investissement : 549 320 €**

L'excédent de fonctionnement fait l'objet d'un virement à la section d'investissement pour l'équilibre de cette section.

Recettes d'investissement (5 823 126 €)

○ Recettes réelles d'investissement (1 860 000 €) :

Les recettes d'investissement sont composées essentiellement des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction de stations supplémentaires prévues et celles faisant l'objet d'une réception en 2018, auxquelles s'ajoutent la recette FCTVA.

○ Recettes d'ordre (3 413 806 €) :

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), et des amortissements en matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ Virement depuis la section de fonctionnement (549 320 €)

Dépenses d'investissement (5 823 126 €)

○ Dépenses réelles d'investissement (2 961 000 €) :

Les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement :

1. Les subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations livrées et facturées d'un montant de : 1 140 000 € soit 38,50% des dépenses réelles.
2. Le remboursement du capital de l'emprunt d'un montant de : 1 800 000 € soit 60,79% des dépenses réelles.
3. Les acquisitions de nouveaux matériels et mobiliers, logiciels et cautions d'un montant de : 21 000 € soit 0,71% des dépenses réelles.

Il est à noter que les dépenses réelles sont supérieures aux recettes réelles ce qui s'explique par le fait que les subventions des stations réalisées en fin d'année 2017 ont été perçues fin 2017 auprès des collectivités, mais n'ont pas encore été versées à la Société Autolib' et font donc l'objet d'une inscription au budget 2018.

○ Dépenses d'ordre (2 862 126 €) :

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée en recettes et dépenses.

La section d'investissement est équilibrée en recettes et dépenses.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2018 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 8 947 794,00 euros
- Recettes : 8 947 794,00 euros

Investissement

- Dépenses : 5 823 126,00 euros
- Recettes : 5 823 126,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2017 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.

2.6 – Approbation du budget primitif 2018 – budget annexe (délibération 2017 123)

Le budget primitif 2018 budget annexe du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole a pour objet de prévoir et d'autoriser les recettes et dépenses de la compétence optionnelle Velib' gérée sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

BUDGET ANNEXE de la Régie Autonome Velib'

Ce budget annexe 2018 est le premier budget sur un exercice complet, ayant été créé par délibération du Comité le 10 mars 2017.

Le budget annexe Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' dans le cadre du marché public en cours, l'exercice budgétaire 2017 ainsi écoulé peut être qualifié d'exercice transitoire, l'exercice budgétaire 2018 quant à lui avec le démarrage du service effectif au 1^{er} janvier 2018 permet donc de détailler des prévisions de dépenses et de recettes.

Recettes de fonctionnement (41 710 000 €)

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées de la manière suivante :

Recettes réelles de fonctionnement (41 710 000 €)

Décomposition des recettes d'exploitation : 40 050 000 € soit 96,02% des recettes réelles

- **Les recettes des usagers (13 510 000 € HT soit 32,39% des recettes réelles)**

Les recettes des usagers Velib' sont attendues pour 2017, avec 300 000 abonnés, à environ 13 M€ hors taxe (HT).

L'inscription budgétaire pour 2018 à 13,51 M€ HT tient compte des tarifs votés pour ce nouveau service et est estimée sur la base des abonnements Velib' en cours se prolongeant sur l'année 2018, des nouveaux abonnés au service Velib' durant l'année, ainsi que des usages prévus sur l'exercice 2018.

Ce niveau de recettes inscrit au budget est fondé sur la prudence, compte tenu d'un contexte très incertain en raison de la dégradation du service en début d'année 2018 avec le déploiement progressif des nouvelles stations, d'une facturation désormais mensuelle des abonnements, et de la concurrence présente sur ce marché concurrentiel.

- **La Contribution de la Ville de PARIS à l'exploitation du service (19 038 500 € soit 45,64% des recettes réelles)**

Cette contribution d'exploitation est inscrite sur la base de 1010 stations au tarif de 18 850 € par station.

- **La Contribution des Collectivités hors PARIS à l'exploitation du service (3 451 500 € HT soit 8,27% des recettes réelles)**
Cette contribution d'exploitation est inscrite sur la base de 390 stations au tarif de 8 850 € par station.
- **La subvention d'exploitation de la Métropole du Grand Paris (3 950 000 € soit 9,47% des recettes réelles)**
Cette subvention est arrêtée dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris.
- **Les prestations complémentaires (100 000 € soit 0,24% des recettes réelles)**
Des prestations complémentaires réalisées pour le compte des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont envisageables dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Décomposition des recettes de frais de gestion : 1 660 000 € soit 3,98% des recettes réelles

- **La Contribution de fonctionnement des Collectivités adhérentes (1 610 000 € HT soit 3,86 % des recettes réelles)**
Cette contribution au fonctionnement est inscrite sur la base de 1400 stations au tarif de 1 150 € par station.
- **La Contribution de fonctionnement de la Métropole du Grand PARIS à l'exploitation du service (50 000 € HT soit 0,12% des recettes réelles)**
Cette contribution de fonctionnement est arrêtée forfaitairement dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris sur la base de 200 équivalent stations.

**Dépenses de fonctionnement
(41 710 000 €)**

- **Dépenses réelles de fonctionnement (41 705 000 €) :**

Décomposition des charges d'exploitation : 40 050 000 € soit 96,03% des dépenses réelles

- **Le paiement annuel de la prestation au forfait marché Velib' pour 1 050 stations (32 200 000 € HT soit 77,21% des dépenses réelles)**
Le marché Velib' prévoit un versement sur 15 ans de 478,2 M€ HT, soit un montant annuel à verser de 31,88 M€ HT. Ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,01 pour 2018.
- **Le Paiement annuel de la prestation au BPU soit 350 stations hors Paris commandées et 10 850 points d'accroche (7 750 000 € HT soit 18,58% des dépenses réelles)**
Le marché Velib' prévoit un versement annuel de 7 667 800 € HT, ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,01 pour 2018.

- **Les prestations complémentaires (100 000 € soit 0,24% des dépenses réelles)**
Des prestations complémentaires réalisées pour le compte des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont envisageables dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Décomposition des charges de gestion courantes : 1 655 000 € soit 3,97 % des dépenses réelles

- **Les charges du personnel affecté à la Collectivité (808 000 € soit 1,94% des dépenses réelles)**
Cette dépense correspond à la prise en charge de 14 postes dédiés au service Velib'.
- **Le remboursement du personnel mutualisé : refacturation (480 000 € soit 1,15% des dépenses réelles)**
Le personnel mutualisé (9 postes) fait l'objet d'une refacturation au Budget annexe correspondant à la masse salariale de 50 % de la directrice, de la responsable ressources humaines et vie institutionnelle, du responsable juridique et financier, de 80 % du Directeur des services techniques et de 25 % à 20 % de 5 cadres et agents administratif, comptable et technique.
- **Les autres dépenses de personnel (110 000 € soit 0,26% des dépenses réelles)**
Ces dépenses de fonctionnement sont composées en grande partie des frais relatifs aux prestations sociales des agents, contrats d'assurance des personnels et du Syndicat.
- **La refacturation du loyer (178 500 € soit 0,43% des dépenses réelles)**
L'accueil des agents dédiés au service Velib' a conduit à louer des surfaces supplémentaires de bureaux. Les loyers et charges locatives sont calculées au prorata des effectifs affectés au service Velib' correspondant à 70% du total.
- **Les dépenses de prestation de service, études et honoraires (78 500 € soit 0,19% des dépenses réelles)**
Ce poste comprend les honoraires d'avocats liés au contentieux en cours avec un candidat non retenu, les dépenses de conseils juridiques, d'assistance à maîtrise d'œuvre et de communication, ainsi que les charges de gestion courante dédiées au service Velib'.

Virement à la section d'investissement : 5 000€ soit 0,01% des recettes réelles

Ce virement à la section d'investissement permet de couvrir les dépenses d'investissement prévues essentiellement en acquisition d'équipements informatiques et bureautiques.

**Recettes d'investissement
(5 000 €)**

- **Recettes réelles d'investissement (5 000 €) :**
Les recettes d'investissement sont composées du virement de la section d'investissement.

**Dépenses d'investissement
(5 000 €)**

- **Dépenses réelles d'investissement (5 000 €) :**
Les dépenses d'investissement concernent l'acquisition de nouveaux matériels informatiques et bureautiques, pour un montant prévisionnel de 5 000 euros.

Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée.

La section d'investissement est équilibrée.

Il convient de préciser que le Budget annexe 2018 est le premier sur un exercice budgétaire complet, année de lancement du nouveau service Velib'. Les recettes prévues des usagers demeurent incertaines et font l'objet d'une inscription budgétaire prudente conforme aux orientations budgétaires. Un ajustement pourra être prévu au second semestre au vu des résultats et tendances constatées.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2018 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 41 710 000,00 euros
- Recettes : 41 710 000,00 euros

Investissement

- Dépenses : 5 000,00 euros
- Recettes : 5 000,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

2.7 – Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence (délibération 2017 124)

Par délibérations successives et notamment la délibération n°2017 98 du 12 octobre 2017, le Comité syndical a donné délégation de compétence à la Présidente conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

En vertu de la même disposition, la Présidente doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par la Présidente sur l'année 2017 en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical à la Présidente, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16 heures 50.

La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

